

Journées Nationales de la Prison 2020

« Infiniment confiné.e.s »

Dossier de présentation



A l'initiative d'un groupement pluraliste d'associations et d'organisations, les Journées Nationales de la Prison (JNP) informent et stimulent la discussion autour de la situation carcérale en Belgique.

Pour cette 7ème édition, les JNP ont choisi comme thème « Infiniment confiné.e.s ». L'expérience de confinement vécue par la population à l'extérieur servira de point d'accroche pour tenter de sensibiliser aux conditions de détention et questionner le sens du confinement forcé des personnes incarcérées.

Différentes activités sont organisées du 20 novembre au 6 décembre 2020, cette année principalement en ligne.

Sur notre site Internet www.jnpndg.be retrouvez l'ensemble des informations nécessaires sur notre programme. Vous pouvez aussi consulter notre page FB Journées Nationales de la prison – Nationale dagen van Gevangenis.

Nouvelle vague et prison dans l'angle mort

Cette édition des Journées Nationales de la Prison sera un peu particulière vu les moments que nous vivons. Nous avons décidé de maintenir ces deux semaines nationales de sensibilisation car nous avons constaté depuis le début de cette pandémie que les personnes détenues restent dans l'angle mort de nos politiques, de notre société. Nous avons très peu entendu parler de la situation carcérale lors de la première vague. Nous nous rendons compte que la crise de la Covid19 n'est pas prête de se terminer et qu'elle met sous tension tout notre système pénitentiaire déjà à bout de souffle. Lors de cette nouvelle vague, nous espérons attirer l'attention sur les personnes détenues, leurs familles, ainsi que le personnel des prisons qui font partie des oubliés de cette crise sanitaire.

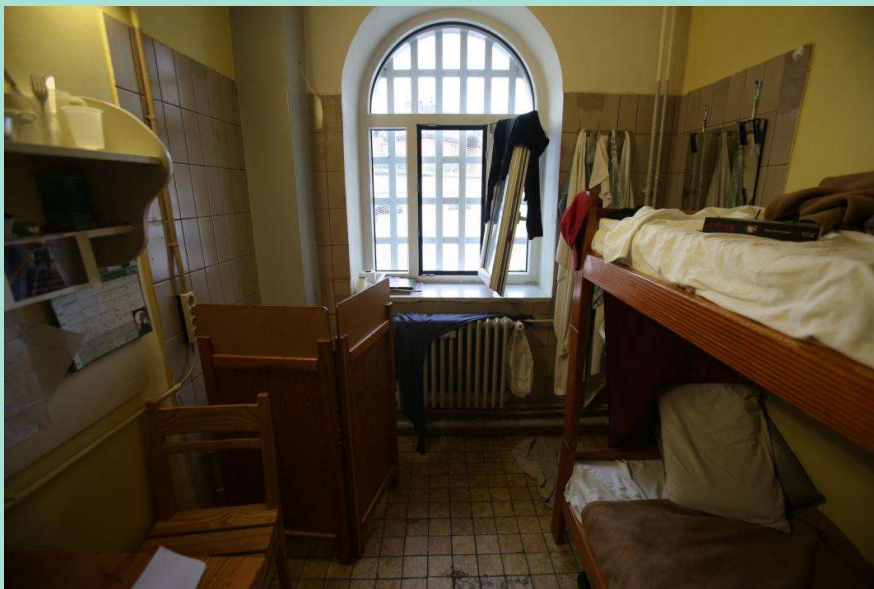


Photo réalisée à la prison de Dinant, dans le cadre de l'atelier Envolution (SIREAS asbl)

Capsule vidéo

Dans ce moment de double confinement, pour faire passer la voix des personnes détenues au travers des murs des prisons, une capsule vidéo a été imaginée collectivement par différentes associations pour présenter des textes, des

paroles, des réalisations graphiques ou photographiques, des interviews vidéos ou audios... Cette capsule vidéo, en laissant planer une en laissant planer une ambiguïté - parle-t-on du confinement ou de l'incarcération ? - amène à un moment de rupture où le spectateur comprend que ce sont des détenus qui s'expriment, avant d'arriver dans les témoignages plus spécifiques liés à la détention, permettant de comprendre la différence avec le confinement et d'ouvrir aussi le débat, d'entamer un questionnement.

Cette vidéo, réalisée par le GSARA, sera diffusée via les réseaux sociaux mais aussi via une campagne d'affichage dans différents endroits de Bruxelles et Namur. Les personnes et associations voulant soutenir les JNP seront aussi invitées à afficher ce poster avec un QR Code renvoyant à cette vidéo à leur fenêtre (disponible sur demande ou en téléchargement sur le site).

Vous pouvez découvrir cette vidéo sur le site www.prisonwalk.be.



Peinture réalisée dans le cadre de cette capsule par une femme détenue à la prison de Berkendael

!!! MESURES COVID !!!

Cette activité a été imaginée pour s'adapter au contexte sanitaire particulier que nous traversons. Cette balade a donc été pensée pour que chaque personne intéressée puisse la réaliser en toute autonomie, à partir de son smartphone personnel (en scannant les QR Code répartis sur les différents parcours).

Aucune balade en groupe ne sera organisée. La durée de l'événement (2 semaines) est suffisamment large pour permettre à chacun.e de faire cette balade dans le respect des règles sanitaires.

Pour rappel, le port du masque est obligatoire dans l'espace public, les activités extérieures sont autorisées seul.e.s ou en bulle de maximum 4 personnes en respectant la distance sociale d'1m50.

Plus d'informations sur le site : https://www.info-coronavirus.be/fr/faq/#id_4

Prison Walk

Chaque personne détenue a le droit à une promenade au préau. Avec la crise de la Covid19, les personnes détenues n'ont plus vraiment d'autres activités en dehors de la cellule que cette promenade. En cette année où nous sommes tous cloîtrés chez nous, Prison walk est une promenade de sensibilisation « coronaproof » qui nous permettra aussi symboliquement d'être en lien avec les personnes détenues. « Prison Walk » vous sera proposé dans plusieurs lieux :

- Dans le centre de Bruxelles
- A Forest et Saint-Gilles, autour de la Prison de Bruxelles
- Dans le centre de Namur

Ces 3 balades seront accessibles à tout un chacun, seul ou en petite bulle familiale (maximum 4 personnes) durant les deux semaines des Journées Nationales de la Prison.

Des affiches (exemple ci-dessous) sont disposées au fil d'un parcours pour vous guider.

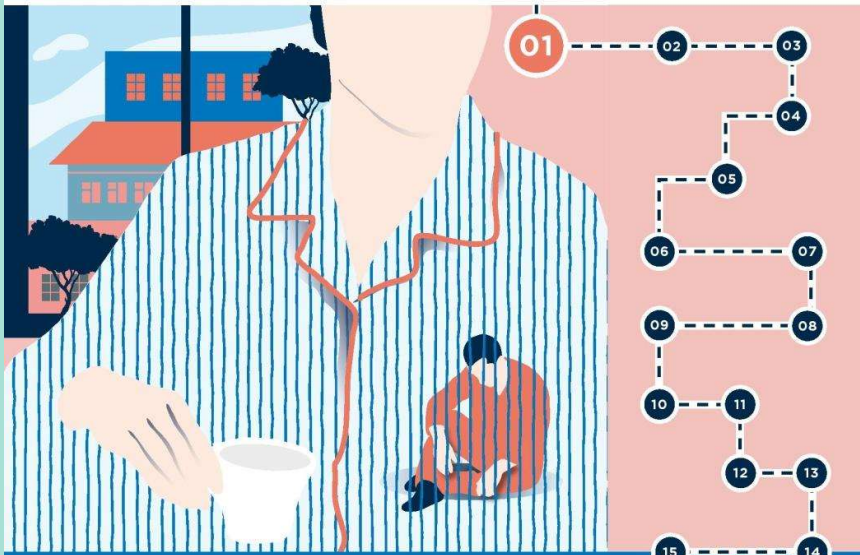
Vous pourrez aussi si vous le voulez télécharger les affiches de cette balade et la proposer dans votre ville ou votre école...

Toutes les infos se trouvent sur la page www.prisonwalk.be

JOURNÉES NATIONALES DE LA PRISON

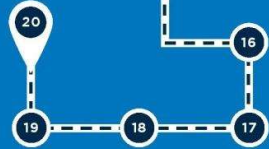
NATIONALE DAGEN VAN DE GEVANGENIS

BALADE | WANDELING



01





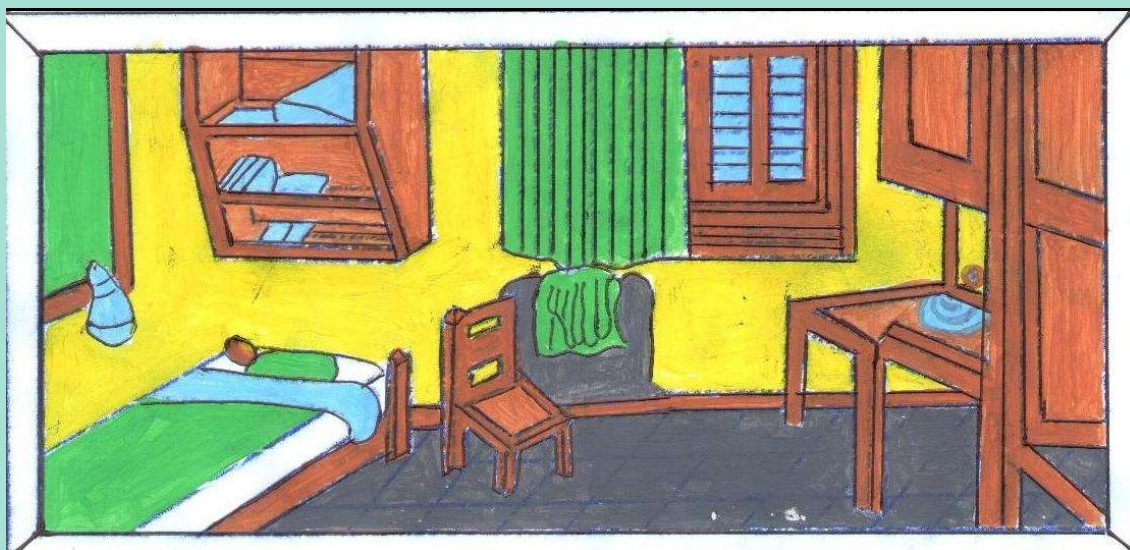
Avec le soutien de / Met de steun van:



Extrait d'un slam de MB de la prison de Saint-Hubert. Slam à écouter dans son entièreté dans la balade « Prison Walk »

Défense de circuler (en toute liberté)

Vous êtes, nous sommes, ils sont privés de liberté. Défense de circuler !
Depuis des mois on ne peut plus ci, on ne peut plus ça,
partout sur terre c'est comme cela : « Confiné ! »
dit l'autorité, qui vit elle-même privée de certaines libertés fondamentales.
Vous êtes, nous sommes, ils sont privés de liberté.
A cause d'une sale bactérie, bacille qui affecte et bousille nos familles,
nos styles de vie, avant tout, de la vie à la mort
cette impunie saloperie entraîne sans remords ;
une sorte de peste, qui nous empeste le quotidien,
une galère qui nous fait tous ramer, ou que l'on soit, sur terre.
Vous êtes, nous sommes, ils sont privés de liberté.
Privés de nos proches privés de leurs proches, on sait c'est moche
comme un mouchoir sale en poche.
Comme nous qui vivons depuis doublement confinés, emprisonnés
dans un mouchoir de poche !
Vous êtes, nous sommes, ils sont privés de liberté.
Le pire c'est que cela ne vous va pas mieux hors d'ici.
Vous ne pouvez même plus dire ou rire la bouche libre
car postillonner peut être un danger. (...)



Dessin de BPL de la prison de Huy dont on peut découvrir également plusieurs poèmes dans "Prison Walk".

Nous vous proposons de découvrir dans ce dossier un article de deux criminologues, Pieter De Witte et Geertjan Zuijdwegt, qui vient questionner la validité de la comparaison entre confinement et détention pour soulever un parallèle très intéressant entre l'attention portée aux risques et à la sécurité dans le domaine de la justice pénale et la façon dont notre société gère la pandémie.

Restrictions, cellules et cachots : quelques réflexions sur le crime et la société à l'époque de Covid-19¹

Pieter De Witte & Geertjan Zuijdwegt

"Le Danemark est une prison", dit Hamlet dans la pièce de Shakespeare. "Alors le monde en est une", répond Rosencrantz. Ce à quoi Hamlet répond : "Un bon monde, dans lequel il y a beaucoup de restrictions, de cellules et de cachots."² L'analogie entre une société donnée - ou même le monde - et la prison a pris une nouvelle dimension lors de la pandémie mondiale de Covid-19. Au printemps 2020, le nouveau coronavirus SRAS-CoV-2 s'est rapidement répandu en Europe occidentale, et beaucoup d'entre nous ont subi des restrictions gouvernementales de liberté sans précédent dans l'histoire moderne. Des États ont fermé des économies entières et des systèmes éducatifs entiers. Ils ont suspendu notre droit à la liberté de mouvement, au culte, à nous réunir pour boire un verre ensemble. Dans de nombreux endroits, les gens ont été enfermés chez eux sans aucun droit légal de sortir, sauf pour les déplacements essentiels. Peu de déplacements, nous l'avons vite appris, étaient jugés essentiels. Il n'est pas surprenant que l'expérience d'être confiné chez soi soit souvent comparée à celle d'être en prison. Soudain, nous semblions nous retrouver dans des restrictions, des cellules et des cachots partout. Cet article se propose d'étudier le parallèle entre être enfermé et

¹ Article original: "Confines, Wards and Dungeons: some reflections on crime and society in times of Covid19". <https://www.jcfj.ie/wp-content/uploads/2020/11/Working-Notes-87-October-2020-Confines-Wards-and-Dungeons-De-Witte-and-Zuijdwegt.pdf>

² Shakespeare, Hamlet, II.2. De oorspronkelijke Engelstalige tekst uit het artikel luidt: "[Hamlet:] Denmark's a prison." [Rosencrantz:] "Then is the world one." [Hamlet:] "A goodly one; in which there are many confines, wards and dungeons."

être en prison. Bien que nous soutenions que le parallèle s'effondre rapidement, nous découvrons également des analogies plus profondes et plus significatives entre la réponse de notre société à la criminalité et sa réponse à la pandémie de Covid-19 ; des analogies qui devraient vraiment nous faire réfléchir.

L'enfermement, les restrictions de liberté et le sens social de l'incarcération

Il est logique que des personnes dont la liberté a été restreinte à un degré sans précédent se soient senties emprisonnées. En fait, la comparaison est si évidente qu'elle semble ne pas mériter beaucoup de réflexion. Beaucoup de personnes dans le domaine de la justice pénale semblent le penser. Un grand nombre de militants, de journalistes et d'universitaires impliqués dans la réforme de la justice pénale ont utilisé la comparaison dans des articles d'opinion et d'autres contributions médiatiques pour susciter de la sympathie pour les personnes incarcérées. Ces contributions s'articulaient généralement autour du principe suivant : "Maintenant, vous savez ce que c'est que d'être enfermé, et vous pouvez voir par vous-même que ce n'est pas amusant, même si vous avez une télévision dans votre chambre". L'idée était souvent de susciter de la sympathie pour les personnes incarcérées afin de pouvoir ensuite présenter le type de réforme pénitentiaire spécifique à l'auteur en question. Il est difficile de dire si ces stratégies ont porté leurs fruits, mais pour certains d'entre nous, la conception était sans doute un peu trop transparente.

D'autres militants, journalistes et universitaires ont critiqué le parallèle³. Ils ont généralement souligné que les restrictions à la liberté dans la société n'étaient pas comme celles de la prison. Les privations de liberté dans la société se déroulent dans des conditions bien meilleures et sont beaucoup moins absolues. Ces critiques sont justes. En fait, le confinement s'apparente davantage à une sanction de surveillance électronique qu'à une prison. Et la surveillance électronique est généralement considérée comme une mesure moins envahissante et restrictive que l'emprisonnement. Le confinement n'est donc pas tout à fait comme l'emprisonnement. Mais il existe

³ See, for example, the incarcerated author Jerry Metcalf's op-ed, No, Your Coronavirus Quarantine Is Not Just Like Being in Prison in the Marshall Project's Life Inside-series (25.03.2020). Also, Thomas Ugelvik, Yvonne Jewkes and Ben Crewe, "Editorial: Why Incarceration," in Incarceration 1.1 (2020): 1-5.

une autre façon d'envisager le parallèle entre la prison et le confinement, qui le rend encore moins pertinent.

Comparer l'incarcération à l'enfermement en termes de restrictions de liberté implique un continuum sur lequel les deux peuvent être situés. Le parallèle ne s'effondre que parce que la liberté est tellement plus sévèrement restreinte en prison qu'en cas d'ordre de rester chez soi que le fait de faire le parallèle devient inapproprié (un cas analogue serait certaines comparaisons directes entre certains des dirigeants populistes de droite actuels et Adolf Hitler). Mais l'idée d'un continuum est peut-être erronée. Cela devient clair lorsque vous regardez le parallèle non pas sous l'angle des restrictions de la liberté mais sous celui de la signification sociale de la détention. Pour parler franchement, l'emprisonnement signifie un rejet total, le confinement signifie une solidarité héroïque. Commençons par cette dernière.

Dans de nombreux pays européens, le début du mois de mars a annoncé une succession rapide de mesures toujours plus restrictives. Le message accompagnant ces mesures était double. D'une part, il s'agissait d'un message de peur. Ces mesures sont nécessaires, car ce virus est très, très effrayant". Nous nous souvenons probablement tous des vidéos des services de soins intensifs et des témoignages de patients à la respiration sifflante, même jeunes. Nous nous souvenons peut-être aussi d'avoir eu le souffle court et la poitrine serrée pendant les premières semaines, et d'avoir pensé que nous avions le virus corona. Eh bien, la plupart d'entre nous ne l'avaient pas. La plupart d'entre nous avaient simplement peur. D'autre part, les mesures ont été présentées comme une occasion de solidarité héroïque. Soudain, les gens que nous avons l'habitude de mépriser et de défrayer sont devenus des héros. Non seulement les médecins, les infirmières et les enseignants, mais aussi les chauffeurs de bus et les éboueurs étaient des prestataires de services essentiels sans lesquels la société ne pourrait pas continuer, qui risquaient leur vie au travail pour nous garder en sécurité. Beaucoup de gens ont peut-être déjà du mal à se souvenir de ce sentiment. Mais il était là, et il était partout. Et même nous étions des héros. En restant à la maison, nous sauvions des vies. Par solidarité sacrificielle, nous avons renoncé à notre propre liberté pour assurer la sécurité des autres que nous

ne connaissions même pas. Regarder Netflix sur le canapé a soudainement égalé la vertu héroïque. Nous souffrions, mais nous l'avons fait pour l'humanité.

La ville belge de Louvain, où nous vivons, a capté une partie de ce sentiment. La ville a distribué des affiches qui apparaissaient partout derrière les fenêtres et qui disaient " Even apart, altijd samen" ; "Séparés pour un temps, ensemble pour toujours". Pour évoquer le contraste entre le fait d'être enfermé et celui d'être en prison, essayez de visualiser ces affiches. "Séparés pour un temps, ensemble pour toujours". Maintenant, imaginez ces affiches derrière les fenêtres grillagées de votre prison locale. "Séparés pour un temps, ensemble pour toujours. Et maintenant, imaginez les réponses. "Séparés pour un temps ? Aussi longtemps que possible ! "Ensemble pour toujours ? S'il vous plaît, non ! Pas du tout ensemble ! Vous pouvez revenir dans la société si vous le devez, mais pas dans mon jardin !". L'emprisonnement, en tant que réaction de l'État à un comportement criminalisé, a pour but - et c'est le cas - d'exprimer la censure. Si vous êtes en prison, vous devriez avoir honte de vous-même. Nous ne voulons littéralement plus voir votre visage. Dans les sociétés modernes, la prison est le symbole ultime du rejet de la société et c'est ce que ressentent les détenus⁴. Et c'est là, bien sûr, la différence cruciale entre la signification sociale d'être en prison et celle d'être enfermé. L'un est un symbole de solidarité perdue. L'autre est un symbole de solidarité retrouvée.

Mais ce n'est pas encore toute l'histoire. On peut supposer que la société ne pensait pas beaucoup plus gentiment aux personnes en prison pendant les périodes d'enfermement. Mais de nombreuses personnes en prison se sentaient plus en phase avec la société. D'une part, ils avaient le sentiment d'être confrontés à un ennemi commun. Le Covid-19 est dangereux pour tous, et beaucoup de personnes avec lesquelles nous avons parlé en prison ont ressenti un lien entre elles et leurs familles, leurs amis et la société en général face à cet ennemi commun. Les personnes en prison ont même cherché des moyens de les aider. En Belgique, les prisonniers ont cousu des tas et des tas de masques, non seulement pour la prison, mais aussi pour l'extérieur. Même si les conditions de travail étaient souvent mauvaises, et malgré des communications d'autosatisfaction inquiétantes de la part

⁴ Gresham Sykes wees er al op in zijn beroemde studie *The Society of Captives* (Princeton: Princeton University Press, 1958, p. 65-67).

de l'administration pénitentiaire, cet effort montre une volonté de bien faire de la part des personnes en prison. Il illustre, à tout le moins, le fait que les personnes incarcérées ont éprouvé un sentiment de solidarité avec le reste de la société, même si cette solidarité n'était pas réciproque.

Il est clair que l'analogie entre être enfermé et être en prison s'effondre à des moments cruciaux. Bien que les deux impliquent des restrictions de liberté, leur signification sociale est radicalement opposée, même si de nombreuses personnes en prison font l'expérience de la solidarité avec la société et du désir de faire le bien. Pourtant, il y a plus à tirer de cette analogie qu'il n'y paraît à la lecture de cette sombre évaluation. Non pas tant en termes d'expérience des individus, mais en termes de réponse de la société aux problèmes. Il existe d'étranges similitudes structurelles entre la manière dont les sociétés occidentales traitent le crime et les criminels et celle dont elles ont traité le virus de la corona.

Covid-19, la criminalité et la culture du risque

La première de ces similitudes nous ramène à une émotion collective que nous avons déjà mentionnée mais que nous n'avons pas encore explorée. La peur. L'emprisonnement des personnes qui commettent une infraction pénale n'est pas seulement une question de censure et de réaction proportionnelle. Dans la plupart des sociétés occidentales, il s'agit de plus en plus d'une question de risque. L'hypothèse est que les personnes qui commettent des infractions sont dangereuses. Les taux de récidive élevés montrent que de nombreux délinquants commettent d'autres délits, ce qui est censé justifier de les considérer avant tout comme porteurs de risques. Cette image est aggravée par l'attention excessive que les médias portent à la libération conditionnelle, qui a mal tourné. Lorsqu'une personne anciennement incarcérée commet un autre crime odieux, tous les cas où la libération conditionnelle s'est bien passée sont oubliés. À la suite de ces évolutions, l'évaluation et la construction d'outils d'évaluation des risques sont presque devenues un sous-domaine de la criminologie ; car c'est aussi devenu une industrie importante et rentable. Bien sûr, ces outils sont faillibles, de nombreuses personnes sont identifiées comme dangereuses alors qu'elles ne le sont pas,

mais l'incarcération continue de ces "faux positifs" est un dommage collatéral. La sécurité de la société est primordiale.

Cette attention accrue portée aux risques et à la sécurité dans le domaine de la justice pénale se reflète dans la récente réponse à la pandémie de Covid-19. Soudain, nous avons tous appris à nous considérer comme porteurs de risques. Une partie de la peur qui saisit les gens lorsqu'ils pensent au crime et aux criminels nous a tous saisis au cours de ces premiers mois de confinement. Tout le monde autour de nous pourrait être porteur de cette maladie potentiellement mortelle. Ce qui s'est passé, en bref, c'est que nous avons commencé à identifier les autres personnes principalement, ou même uniquement, par le danger qu'elles représentent. Nous avons même commencé à nous identifier comme porteurs de risques - une tendance que l'on observe également dans les prisons. Nous nous sommes donc tenus à distance les uns des autres, par crainte d'être infectés, ou par crainte d'infecter. Souvent, bien sûr, sans raison. Les "faux positifs" abondaient. Mais la sécurité l'emporte sur tout. Mieux vaut prévenir que guérir. Ici aussi, les médias ont joué un rôle douteux⁵. Tout comme dans les cas de libération conditionnelle qui ont mal tourné, de nombreux médias se sont concentrés sur des cas extrêmes - des décès de jeunes ou même d'enfants, qui sont très rares avec la Covid-19, mais aussi assez spectaculaires. Tout comme pour les reportages sur des affaires criminelles très médiatisées, le sous-texte de ces messages est : ayez peur, ayez très peur.

Considérer les gens comme des porteurs de risques est une entreprise dangereuse. Elle implique inévitablement l'objectivation, la dépersonnalisation ou la déshumanisation - quel que soit le nom qu'on lui donne. C'est le processus qui consiste à ne plus voir les personnes pour ce qu'elles sont, mais à ne voir qu'une seule caractéristique qui domine toutes les autres : le porteur potentiel du Corona, le criminel potentiel. La même logique qui maintient les gens en prison indéfiniment, empêche les personnes âgées de voir leurs proches ou de mourir en leur compagnie. Pourtant, le risque n'est pas une chimère. Les gens récidivent, et les gens propagent le virus du Corona. Le risque peut

⁵ Voor een toegankelijke uitleg van risicobeoordelingspraktijken en nuttig beeldmateriaal, zie Anna Maria BarryJester, Ben Casselman en Dana Goldsteins bijdrage *Should Prison Sentences be Based on Crimes that haven't been Committed Yet?* op fivethirtyeight.com (04.08.2015).

justifier des mesures restrictives, mais les façons dont ces mesures empiètent sur les droits fondamentaux sont facilement négligées.

Sécurité, droits de l'homme et états d'exception

L'idée que le risque ou le danger sont les principaux moteurs des réponses sociétales à la criminalité et au Covid-19 révèle quelque chose sur le statut des droits de l'homme dans les démocraties libérales. Dans les sociétés libérales, les citoyens sont censés être protégés contre la coercition. Dans les cas où le gouvernement lui-même doit prendre des mesures coercitives, le pouvoir gouvernemental doit être maintenu sous contrôle par la loi. Les droits humains jouent ici un rôle important, dans la mesure où ils délimitent un domaine de la vie du citoyen qui est légalement protégé. Cela est bien sûr très pertinent dans le contexte de la détention. Nos sociétés libérales sont fières de leur capacité à garantir les droits fondamentaux de leurs citoyens, même incarcérés. Cette préoccupation pour les droits des délinquants pourrait sembler être ancrée dans le développement des systèmes pénitentiaires modernes et dans leur abandon des châtiments corporels cruels, expression d'un pouvoir d'État souverain débridé. Mais à y regarder de plus près, l'essor de la prison moderne est avant tout le résultat d'un utilitarisme naïf qui cherche à réformer le délinquant et donc à protéger la société, plutôt que d'un véritable souci des droits des prisonniers. Ce n'est que lorsque les effets néfastes d'une incarcération "bien intentionnée" sur la vie des détenus ont été progressivement mis en lumière que l'urgence de la protection des droits des prisonniers est devenue pleinement manifeste.

En Belgique, les droits des détenus sont énoncés dans la loi pénitentiaire de 2005. Cette loi a été rédigée en pleine conscience du fait que la prison, en tant qu'institution totale, a des effets néfastes sur les détenus. Le rapport final du comité de rédaction déclare que la loi vise à réduire le caractère totalitaire des prisons, à minimiser leurs conséquences néfastes et à faire en sorte que la vie carcérale ressemble le plus possible à la vie dans le monde libre. Pourtant, les problèmes persistants du système carcéral belge, illustrés par les innombrables rapports négatifs du CPT (Comité européen pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants), montrent l'impuissance du discours sur les droits de l'homme face à la logique institutionnelle rigide de la

prison. Cette impuissance du discours sur les droits (et de son incarnation dans le droit et les systèmes de contrôle internationaux) peut en effet s'expliquer en termes sociologiques en se référant aux processus internes de l'ensemble des institutions. Mais il existe également une raison plus "extrinsèque" pour laquelle le système carcéral tend à ignorer les droits de l'homme. Même si les conceptions de l'emprisonnement fondées sur la réhabilitation ont perdu une partie de leur crédibilité, la prison est toujours considérée comme un instrument utile pour maintenir de grands groupes de personnes "dangereuses" hors des rues. Dans cette logique de neutralisation, l'ancienne approche utilitaire de la prison est toujours considérée comme vivante et efficace. La neutralisation n'est pas moins naïve que la vieille idée selon laquelle les institutions totalitaires engendreraient des personnes moralement meilleures. Elle est peut-être encore plus naïve dans son hypothèse de départ selon laquelle l'expulsion pure et simple (temporaire) des délinquants de la société - même sans interventions coûteuses de "réhabilitation" - contribuera à un monde plus sûr.

La faiblesse des revendications en matière de droits de l'homme est inscrite dans le texte de la loi belge sur les prisons de 2005. Les droits des prisonniers sont maintes fois affirmés, avec la disposition selon laquelle des exceptions peuvent être faites au nom de "l'ordre et de la sécurité". Que ce souci de sécurité concerne la vie en prison ou la société en général, le message fondamental est que les dispositions concrètes prises pour garantir les droits et libertés fondamentaux dans les prisons peuvent être suspendues lorsque "l'ordre et la sécurité" sont en jeu. Si les droits de l'homme sont des atouts, comme le voudraient certains philosophes, alors le système carcéral indique clairement que les droits peuvent être surpassés à tout moment par des considérations de sécurité. Les droits, c'est bien, mais ils n'ont rien à voir avec l'utilité sociale.

Un mécanisme similaire est à l'œuvre dans la gestion de la crise du Covid-19. En janvier 2020, aucun d'entre nous n'aurait pu s'attendre à ce que, quelques mois plus tard, vous vous retrouviez à un barrage de police pendant la journée, devant répondre à la question de savoir où vous allez. Tout le monde peut voir la logique qui sous-tend les mesures prises par nos gouvernements. En même temps, il y a quelque chose d'effrayant dans la douceur et la rapidité de la suspension des droits et libertés que nous avons toujours considérés comme inaliénables. L'auteur néerlandais Ilja Leonard Pfeijffer,

qui vit en Italie et qui a régulièrement écrit pour le journal belge De Standaard pendant le confinement, l'a exprimé ainsi : "Il y a de bonnes raisons de suspendre des libertés fondamentales telles que la liberté de mouvement et de réunion. Je le vois bien, mais je me rends également compte que tous les régimes totalitaires du passé ne pouvaient que rêver de telles bonnes raisons"⁶. Ces mots semblent réitérer l'analyse du philosophe italien Giorgio Agamben qui a écrit un article dans Il Manifesto à l'époque des premiers blocages locaux en Italie, dans lequel il avertissait que les mesures prises par le gouvernement sont un exemple d'un "état d'exception" prolongé. Selon Agamben, la référence récurrente à des situations de crise "exceptionnelles" (terrorisme, pandémie) est la manière typique dont les gouvernements tentent aujourd'hui d'exercer leur pouvoir souverain⁷. Il ne fait aucun doute qu'Agamben a sous-estimé la gravité de la pandémie à l'époque de son article et son analyse a clairement des connotations paranoïaques. Néanmoins, il n'est pas inopportun de s'inquiéter de la facilité avec laquelle une grande partie de la société a pu être convaincue (avec un peu d'aide des médias) du danger exceptionnel de la situation et de la nécessité correspondante de renoncer aux droits fondamentaux. Cela souligne la vulnérabilité de ces droits et le fait que chaque fois que nous pouvons être convaincus de l'urgence d'une menace, nous les sacrifions volontiers au nom de "l'ordre et de la sécurité".

La vie, la continuation de la vie et le sens de la vie

Récemment, la province d'Anvers a instauré un couvre-feu en réponse au nombre croissant d'infections au Covid-19 dans cette partie de la Belgique. C'était le premier couvre-feu en Belgique depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Le gouverneur d'Anvers, Cathy Berx, a défendu cette décision apparemment disproportionnée en déclarant qu'"il n'y a qu'un seul droit fondamental qui soit

⁶ Ilja Leonard Pfeijffer, "Gezondheidsdictatuur," In De Standaard 14.04.2020.

⁷ Giorgio Agamben, "The state of exception provoked by an unmotivated emergency," <http://positionswebsite.org/giorgio-agamben-the-state-of-exception-provoked-by-an-unmotivated-emergency>.

absolu : le droit de vivre". Cette déclaration ne se limite pas à ce qui a déjà été dit, à savoir que le droit à la sécurité (et donc à la protection de la vie) l'emportera toujours sur tous les autres droits lorsque le jeu en est fini. Sur un plan plus fondamental, les paroles du gouverneur soulèvent la question de ce que nous considérons comme précieux en tant que société. Qu'est-ce qui, dans la vie, est si important que nous sommes prêts à faire des sacrifices pour cela ? Il existe une théorie politique très répandue qui dit que dans nos sociétés libérales, il n'appartient pas au gouvernement de répondre à cette question. Les gens devraient décider eux-mêmes ce qu'ils valorisent le plus dans leur propre vie et quels sacrifices ils sont prêts à faire pour ces valeurs. Les gouvernements ne sont là que pour fournir les conditions de base d'une vie pleine de sens et pour protéger les citoyens contre les sources de préjudice internes et externes. La crise de Covid-19 révèle que cette théorie est erronée. Il est clair qu'il existe une valeur centrale qui est censée régir notre vie collective et servir de ligne directrice et de justification aux interventions de l'État et même à la propagation d'une moralité collective. Cette valeur centrale semble être la vie elle-même, dans le sens très fondamental de la continuation de l'existence physique. Lorsque la prolongation de la vie biologique est menacée, les gens sont appelés ou forcés à s'abstenir des choses mêmes qui donnent un sens à leur vie (principalement les choses qui impliquent la proximité physique des autres) et à considérer ces choses comme de simples embellissements de la seule et unique chose essentielle : que la vie continue, quoi qu'il en coûte.

On pourrait dire que cette morale de la continuation de la vie est une chose très raisonnable. Après tout, le sens de la vie présuppose l'existence biologique. Par conséquent, si cette dernière est menacée, il semble juste de suspendre partiellement ou temporairement, au nom de la survie, certaines des activités qui donnent un sens à notre vie. Bien que cet argument ait un sens commun, il peut, en fait, témoigner d'une profonde crise spirituelle dans notre société. Il s'agit en tout cas d'une rupture dramatique avec presque toutes les traditions spirituelles et morales qui ont parlé jusqu'à présent du sens de l'existence humaine. Dans la grande majorité de ces traditions, le sens de la vie est constitué par une relation à quelque chose qui est plus important que sa propre survie physique. Une implication concrète de cette conviction est que, lorsque les choses se gâtent, quelqu'un est prêt

à mettre sa vie en jeu pour ce qui a la valeur ultime de la vie. Toute personne ayant des enfants ou une autre vocation universelle dans la vie comprend intuitivement ce que cela signifie.

Dans la crise actuelle du Covid-19, quelque chose de remarquable est en train d'arriver à cette structure traditionnelle "d'abnégation" de la signification humaine. Pour certains, c'est la crise elle-même, ainsi que la réponse gouvernementale à celle-ci, qui devient une source de sens. Ces personnes sont convaincues - et l'annoncent sur Facebook - qu'il est éminemment significatif de faire tous les petits sacrifices, mais légèrement héroïques (porter des masques faciaux, supporter une mobilité réduite, assister à des réunions ZOOM épuisantes en énergie) qui sont nécessaires pour aplatis la courbe. Dans une version sécularisée de l'opinion selon laquelle la souffrance peut rapprocher de Dieu, les gens déclarent que la crise leur a appris beaucoup sur ce qui est vraiment important et précieux dans la vie. Ce qui ne les a pas tués les a clairement rendus plus forts.

Mais ce n'est qu'un simple évangile de prospérité. Dans la plupart des cas, l'expérience de trouver un sens à la crise présuppose des liens sociaux solides, une situation financière assez stable (de sorte que l'abnégation ne va pas vraiment à la va-vite), une capacité acquise à trouver un sens à des choses abstraites (comme les statistiques médicales) et, généralement, un jardin suffisamment grand. Pour une partie considérable de la société - dont les dimensions doivent encore être précisées - la crise signifie qu'ils sont simplement privés de sens et réduits à une existence nue (sans les ressources des plus fortunés pour transformer cette privation en une nouvelle source de sens). Les personnes vivant dans des maisons de retraite en sont, bien sûr, les exemples les plus frappants. Si elles ne vivent pas l'horreur physique d'une crise cardiaque locale, elles souffrent de l'horreur spirituelle d'une vie dépouillée de tout ce qui fait qu'elle vaut la peine d'être vécue.

L'analogie avec la prison est évidente. La prison garantit la vie comme une existence physique continue - en laissant de côté les cas où la prison entraîne la mort de ses détenus par négligence, erreurs médicales flagrantes et mauvaise prévention du suicide - mais elle est une attaque brutale contre tout ce qui donne un sens à la vie : le travail, la famille, la vie sociale, l'autonomie et la reconnaissance publique. La prison cellulaire moderne a été conçue pour un certain type de personne : le moine individualiste introspectif pour qui l'isolement forcé et tout ce qui l'accompagne serait la

source d'un nouveau sens à la vie. Nous savons maintenant que pour la grande majorité des détenus, la prison n'est pas le berceau d'une vie nouvelle, sans crime et épanouie, mais plutôt un endroit où ils sont enterrés vivants et où ils vivent l'horreur d'une existence physique pure et simple, privée de tout sens. Ce qui ne les tue pas instantanément, les tue lentement.

Que pouvons-nous espérer ?

Avons-nous brossé un tableau trop sombre à la fois de la vie en prison et des tentatives bien intentionnées des gouvernements pour gérer la crise du Covid-19 ? Sommes-nous trop semblables à Hamlet, avec ses restrictions, ses cellules et ses cachots ? Peut-être le sommes-nous. Mais nous le sommes pour une raison. Nous sommes profondément convaincus qu'une préoccupation excessive pour la sécurité aura toujours des effets destructeurs sur d'autres impératifs cruciaux : traiter les humains comme des personnes, respecter leurs droits, leur permettre d'avoir une existence digne de ce nom. Le pessimisme apparent de notre histoire provient, en partie, de la reconnaissance du fait que des mesures de sécurité de grande envergure sont inévitables, tant dans le système de justice pénale que dans les tentatives de contrôle d'une pandémie. Ces mesures indispensables et légitimes sont nécessairement contraires à la dignité humaine. Nous ne partageons pas l'optimisme naïf selon lequel des procédures institutionnelles plus sophistiquées et des technologies plus avancées nous permettront de surmonter cette situation tragique dans laquelle un ensemble d'objectifs moraux essentiels ne peut être atteint qu'au détriment d'un autre. Et pourtant, il y a de l'espoir.

L'espoir, à l'époque du Covid-19, semble résider dans l'attente qu'ensemble nous aplatissons la courbe pour que bientôt tout cela soit terminé. Ensemble, nous nous engageons dans une pratique ascétique en attendant l'arrivée triomphante du vaccin ou du remède. Nous pourrions bien être trompés dans cette attente, car il est loin d'être clair qu'une solution définitive à cette pandémie soit à notre portée. Nous pourrions tout aussi bien être entrés dans une nouvelle ère durable de lutte contre les virus, où des choses qui étaient autrefois normales, comme se serrer la main, ne le seront plus jamais. L'espoir d'éradiquer ce nouveau coronavirus peut être aussi dangereusement illusoire que les vains rêves d'une société sans crime. Dans les deux cas, la chimère d'un monde sans risque incite la société à effacer impitoyablement les derniers vestiges de la chose qui menace sa sécurité.

Afin d'éviter cette violence moderne de la purification, nous ferions bien de suivre les distinctions tranchantes d'Ivan Illich entre "attente" et "espoir". "L'espoir", dit-il, "centre le désir sur une personne dont nous attendons un cadeau. L'attente attend la satisfaction d'un processus prévisible qui produira ce que nous avons le droit de réclamer". L'espoir réside dans les rencontres personnelles entre les personnes. Nous attendons des cadeaux les uns des autres. Par conséquent, ces rencontres peuvent se dérouler de façon horrible, car nous pouvons ne pas obtenir ce que nous espérons ou nous pouvons obtenir ce que nous craignons (un virus). Certains cadeaux sont des cadeaux empoisonnés. Pourtant, nos seules sources d'espoir sont ces rencontres personnelles toujours risquées et notre désir indestructible de les avoir. Il est vrai que tous les maux peuvent sortir de la boîte de Pandore. Mais Illich nous rappelle que Pan-dora, signifie "Celui qui donne tout", le donneur de tout. Si nous gardons sa boîte fermée, en voulant éviter tous les maux, nous finissons par ne rien obtenir. Une boîte fermée ressemble beaucoup à une prison.

www.jnpndg.be